

---

Mathieu DUBOIS, *Les conséquences économiques de  
Mai 68. Du désordre social français à l'ordre monétaire  
européen*

Bruxelles, Peter Lang, 2018, 326 p.

Michel Hau

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/allemande/2526>

DOI : 10.4000/allemande.2526

ISSN : 2605-7913

**Éditeur**

Société d'études allemandes

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2020

Pagination : 448-451

ISSN : 0035-0974

**Référence électronique**

Michel Hau, « Mathieu DUBOIS, *Les conséquences économiques de Mai 68. Du désordre social français à l'ordre monétaire européen* », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 52-2 | 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 22 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/2526> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.2526>

---

*Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*

européennes, sur l'ensemble des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles qui sont considérées – ce qui peut renforcer la portée du livre.

Troisièmement, l'ouvrage fournit des études à la fois empiriquement incarnées et mobilisant une littérature solide, historique et sociologique. Notes de bas de pages, sources et bibliographies sont toujours circonscrites, faisant du volume un possible outil de travail pour des recherches à venir, tant pour un chercheur allemand que français. Analyses de cas précis et mises en regard nationales ou bilatérales se répondent, ce qui permet d'entrer dans l'objet par des échelles différentes et complémentaires. Ainsi la première partie, dont la trame est historique, débute-t-elle par une mise en parallèle franco-allemande (Dietmar Hüser) qui propose un premier cadrage des enjeux croisés entre discours sportifs, pratiques footballistiques et intégration de travailleurs migrants. Suivent des regards régionaux et « localisés », y compris dans l'entre-deux, tel le chapitre de Bernd Reichelt sur la fondation du club de football de Sarreguemines et les relations avec la Sarre, au début du XX<sup>e</sup> siècle, durant la période d'annexion allemande de la Moselle. Diethelm Blecking s'intéresse pour sa part aux clubs de football dans les espaces miniers de la Ruhr en Allemagne et du Nord en France et cible le cas des migrants polonais. De circulations internationales, il est ensuite question sous la plume de Jean-Christophe Meyer à propos des transferts de joueurs entre clubs sous le regard des médias (y compris le reproche de démarches qualifiées de « légionnaires du sport »...), et celle d'Alexander Friedman, qui retient l'échelle d'une « figure » : l'attaquant malien Salif Keïta (né en 1946 à Bamako) et son empreinte en Europe de l'Ouest et dans l'Union soviétique, ce qui interroge aussi les rapports croisés entre sport et régime politique. De même, la troisième partie, développant des analyses sociologiques, aborde dans une perspective comparée franco-allemande les notions et enjeux d'ethnisation des relations sociales (William Gasparini) et de diversité (Pierre Weiss) à l'aune du football (et notamment du football professionnel). Puis Sebastian Braun interroge la dimension d'intégration sociale en Allemagne à partir des clubs de sport – en distinguant deux niveaux : intégration dans le sport et intégration sociale plus large par le sport. Enfin, Camille Martin offre un focus sur le football féminin, intégrant des perspectives genrées, à partir du cas d'un club de région parisienne, pour réinterroger l'identification ethno-nationale.

L'ouvrage informe ainsi de façon étayée, comparée et interdisciplinaire, des débats importants – à la fois sur la scène publique et dans l'univers des clubs de sport – sur les rapports entre football et fait migratoire, tant en termes historiques, territorialisés qu'interculturels, ce qui permet d'en savoir plus et de mettre à distance des interprétations trop uniques.

Philippe Hamman

**Mathieu Dubois**, Les conséquences économiques de Mai 68. Du désordre social français à l'ordre monétaire européen, *Bruxelles, Peter Lang, 2018, 326 p.*

Les jeunes émeutiers de Mai 68 ont sans le vouloir hâté la mise en place de la monnaie unique européenne. C'est la conclusion à laquelle aboutit Mathieu Dubois au terme d'une enquête exhaustive sur les crises politiques, sociales et monétaires qui se sont succédé depuis cet épisode. La vaste documentation qu'il a consultée fait une part égale aux sources françaises et aux sources allemandes. Les débats de l'Assemblée nationale

sont mis en regard avec ceux du Bundestag, de même que les mémoires de Georges Pompidou ou de Jean-Marcel Jeanneney avec ceux de Willy Brandt ou de Helmut Schmidt. La relation franco-allemande est vue des deux côtés avec une complète symétrie.

Mathieu Dubois commence par souligner le manque structurel de compétitivité de l'industrie française face à l'industrie allemande. Le symptôme le plus visible en est un déficit commercial permanent vis-à-vis du voisin d'outre-Rhin. Ce déséquilibre affecte beaucoup la balance française des paiements courants et contribue à ébranler périodiquement la stabilité du franc. Contrairement à ce que soutiennent beaucoup d'ouvrages sur Mai 68, les hausses de salaires, même celles consécutives aux négociations de Grenelle, ne sont pas la cause essentielle des surcoûts de la production française : Mathieu Dubois montre que, dans le reste de l'Europe des Six, les hausses de salaires ont été du même ordre de grandeur tout au long des années 1960. En fait, c'est tout le système économique français, conçu en 1945 pour une économie fermée, qui est à incriminer. Dans la perspective de la suppression complète des droits de douane entre les Six prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1968, les travaux préparatoires au V<sup>e</sup> plan ont commencé à poser le problème de la compétitivité des entreprises françaises et préconisé de faire progresser l'investissement plus vite que la consommation. Ce sont les événements de 1968 et, plus encore, la crainte récurrente d'une reprise de la contestation sociale durant toutes les années postérieures qui mettent fin à l'ambition gaullienne de rééquilibrer la puissance allemande. Succédant au général de Gaulle, le nouveau président français, Georges Pompidou, se déclare tout de suite prêt à des concessions en matière de souveraineté pour obtenir davantage de soutien monétaire de son voisin d'outre-Rhin. Dans sa conférence de presse du 10 juillet 1969, il accepte l'affectation à la Communauté économique européenne de ressources propres et le principe de l'adhésion du très libre-échangiste Royaume-Uni.

Ce que nous apprend cet ouvrage, c'est que le déséquilibre économique franco-allemand crée également un problème pour l'Allemagne, dont l'excédent de balance des paiements se traduit par de l'inflation importée qui mécontente les salariés et par des pressions à la hausse sur le cours du mark. À partir de 1968, des débats houleux s'y déroulent à propos de la question du taux de change de la monnaie. Les remous de la vie politique intérieure allemande se répercutent sur les négociations internationales et, par ricochet, sur les décisions des gouvernants français. Le chancelier chrétien-démocrate Kurt Georg Kiesinger et le ministre des Finances Franz Josef Strauß sont fermement hostiles à une nouvelle réévaluation du mark, succédant à celle qui a déjà eu lieu en 1961. Ils redoutent des difficultés pour les exportations de l'industrie allemande et une concurrence accrue de l'agriculture française. Pour lutter contre l'inflation importée, ils préconisent une politique de contrôle de la demande intérieure. Le parti social-démocrate, membre de la grande coalition, a une position plus nuancée, mais c'est le point de vue du chancelier Kiesinger qui l'emporte : en novembre 1968, lors de la conférence de Bonn, les Allemands opposent un ferme refus aux Français, aux Américains et aux Anglais qui leur demandent de réévaluer le mark. Cette conférence marque le passage d'un monde où un tandem franco-allemand s'opposait au laxisme des pays à monnaie de réserve à un monde où l'Allemagne impose toute seule sa rigueur au monde occidental.

Les débats sur la parité du mark dominent la campagne des élections législatives allemandes de 1969. Les sociaux-démocrates prennent parti pour la réévaluation, arguant qu'une telle mesure accroîtra le pouvoir d'achat des salariés. Les élections du 28 septembre 1969 portent au pouvoir une coalition dirigée par le social-démocrate Willy Brandt. Sitôt élu chancelier, il accepte de réévaluer le mark. On sait même qu'il a évoqué avec Jean Monnet, dès juillet 1968, la création d'un fonds de réserve européen. Son attitude conciliante suscite de vives réactions en Allemagne. Son propre ministre de

*l'Économie*, Karl Schiller, manifeste sa crainte de voir la République fédérale contrainte de financer les largesses du gouvernement français, trop dépensier à ses yeux.

Ces craintes sont fondées : au même moment, Jacques Chaban-Delmas s'assigne comme premier objectif de faire face à la contestation sociale. Il se lance dans ce qu'il est convenu traditionnellement, en France, d'appeler une « politique de croissance » (ce que les Allemands traduisent par : un accroissement de la dépense publique). La mise en œuvre de son projet, désigné par le slogan de « nouvelle société », s'appuie sur un programme de développement des prestations sociales financé par des ponctions supplémentaires sur les entreprises. Juste avant la conférence de La Haye de décembre 1969, Willy Brandt prend la précaution de conditionner tout nouveau pas vers la solidarité monétaire européenne à une « harmonisation des politiques économiques » (autrement dit : une convergence vers la politique désinflationniste allemande).

Un comité d'experts présidé par le Luxembourgeois Pierre Werner est chargé d'élaborer un compromis. Il conclut à la nécessité de créer une institution supranationale dans le domaine monétaire. Cette limitation apportée à un droit régalien traditionnel provoque le rejet de ce plan par Georges Pompidou le 14 décembre 1970. Willy Brandt et Georges Pompidou s'accordent alors sur le principe d'une solidarité monétaire sur la base d'un consensus négocié entre États souverains. Ce qui n'empêche pas les Allemands de décider, sans concertation, de faire flotter le mark le 10 mai 1971. C'est une déception non seulement pour les Américains, dont la Bundesbank refuse de soutenir le dollar, mais aussi pour les Français, qui voient s'éloigner la perspective d'une coopération monétaire européenne.

Après la décision prise par les Américains, au mois d'août 1971, de suspendre la convertibilité or du dollar, l'Allemagne accepte le retour à un système de parités entre monnaies européennes comportant des marges de fluctuations plus réduites qu'avec le dollar : c'est le « Serpent » créé par l'accord de Bâle d'avril 1972. Mais, en janvier 1974, elle refuse des prêts supplémentaires à la France, qui est alors obligée de quitter l'accord. Le plan Fourcade de lutte contre l'inflation permet à la France d'y adhérer à nouveau en juillet 1975, mais le plan de relance conçu ensuite par Jacques Chirac débouche sur une nouvelle et humiliante sortie en 1976. Le mark passe ainsi de 1,86 à 2,30 F, avant que le difficile redressement entrepris par Raymond Barre rétablisse la confiance des autorités allemandes dans la parole du gouvernement français et qu'un nouveau pas vers la solidarité monétaire soit franchi. Les négociations européennes aboutissent en juillet 1978 à la création du Système monétaire européen, comportant la mise en commun, par les banques centrales européennes, de 20 % de leurs réserves en or et en dollars. On sait en France que cet accord provoque les récriminations de Jacques Chirac (« l'appel de Cochon »). On sait moins que ce même accord suscite au Bundestag la fureur de Franz Josef Strauß, qui dénonce un dispositif qui revient, selon lui, « à fournir de l'alcool à des ivrognes ».

Après l'accroissement du double déficit budgétaire et commercial enregistré à partir de mai 1981, et malgré deux dévaluations du franc couplées à des réévaluations du mark allemand et du florin néerlandais, la Banque de France n'a plus, le 16 mars 1983, que quinze jours de réserves pour faire face aux demandes de conversion en devises. Au terme de trois journées passées à vaincre les réticences du gouverneur de la Bundesbank, le chancelier Helmut Kohl arrache au gouvernement français un ensemble de mesures constituant le « tournant de la rigueur » en échange d'un prêt exceptionnel assorti d'une nouvelle réévaluation du mark. La voie est désormais ouverte vers les accords de Maastricht, vingt-deux ans après le refus exprimé par Georges Pompidou.

Rompue à la fois à l'histoire des idées et à l'étude des mécanismes financiers, Mathieu Dubois nous fait accéder à une vision élargie du champ de l'économie, en reliant les

*décisions les plus techniques aux arrière-pensées politiques qui les inspirent. Excellant à lire les sources allemandes, il sait donner à l'Allemagne son poids réel dans l'histoire européenne récente.*

Michel Hau

Anne-Marie PAILHÈS, *Communautés rurales en Allemagne de l'Est: vers une réunification des contre-cultures?*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2019, 356 p.

*Centré autour de l'étude minutieuse de cinq communautés rurales établies sur le territoire de l'ex-RDA à la suite de l'unification, le travail d'Anne-Marie Pailhès s'inscrit dans une double démarche. À la suite de l'historien Ulrich Linse et des sociologues Dieter Rucht, Sven Reichardt et Detlef Siegfried, il apporte une importante contribution à l'analyse de la vie et de la culture alternatives en terre germanique, un domaine d'investigation qui a trop longtemps conduit les chercheurs ouest-allemands à délaisser les évolutions propres à la RDA jusqu'à ce qu'après 1990, de nombreuses publications établissent enfin un lien entre certaines formes d'opposition au régime est-allemand et les idées alternatives en vogue en RFA. En outre, l'étude de cette mouvance communautaire au sein de laquelle Allemands de l'Est et de l'Ouest se côtoient quotidiennement et gèrent conjointement leur vie économique, culturelle et sociale fait ressortir d'importantes différences de mentalité liées à des contextes de socialisation radicalement différents. La problématique à la fois féconde et originale qui découle de cette double perspective peut être formulée ainsi : y a-t-il eu, à l'intérieur de ces expérimentations sociales, conservation voire fusion des deux héritages contre-culturels différents ? Ou bien cette culture alternative a-t-elle reproduit des rapports de domination manifestement à l'œuvre au niveau fédéral, où le processus de réunification allemande a parfois été comparé à une logique de colonisation ?*

*Après s'être, dans une première partie, penchée sur l'historique des termes de «Kommune» et de communauté (Gemeinschaft) et avoir resitué le mouvement retenu par rapport aux expériences communautaires héritées de dissidences religieuses entre le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, du socialisme utopique, de la Lebensreform et de la mouvance post-soixante-huitarde, l'auteure consacre ses parties 2 à 6 à des études de cas qui font ressortir les spécificités de chaque groupe et la diversité des modes d'organisation et des modèles idéologiques retenus. Outre le recours à de nombreuses sources d'archives et brochures éditées par les différentes communautés, la réflexion est avant tout nourrie par des enquêtes de terrain conduites sur une dizaine d'années et ayant donné lieu à de nombreuses interviews individuelles. Menées avec habileté, celles-ci font ressortir les motivations et les ressentis individuels avant de les soumettre à un éclairage culturel et sociologique. En outre, l'analyse de photographies prises par l'auteure confronte le lecteur à la réalité très concrète des sites visités tout en mettant le doigt sur certains détails révélateurs des préoccupations et des évolutions propres à chaque communauté. La septième partie de l'ouvrage, enfin, tire les bilans sur un certain nombre de questions récurrentes comme le choix des modes de subsistance, la question des rapports entre femmes et hommes ou celle de l'éducation des enfants.*

*Sur de nombreux points, comme la répartition géographique des communautés ou les phénomènes d'essaimage et la mise en place de réseaux, l'étude fournit des éléments de réflexion réellement éclairants. Largement conditionnée par les prix de l'immobilier*